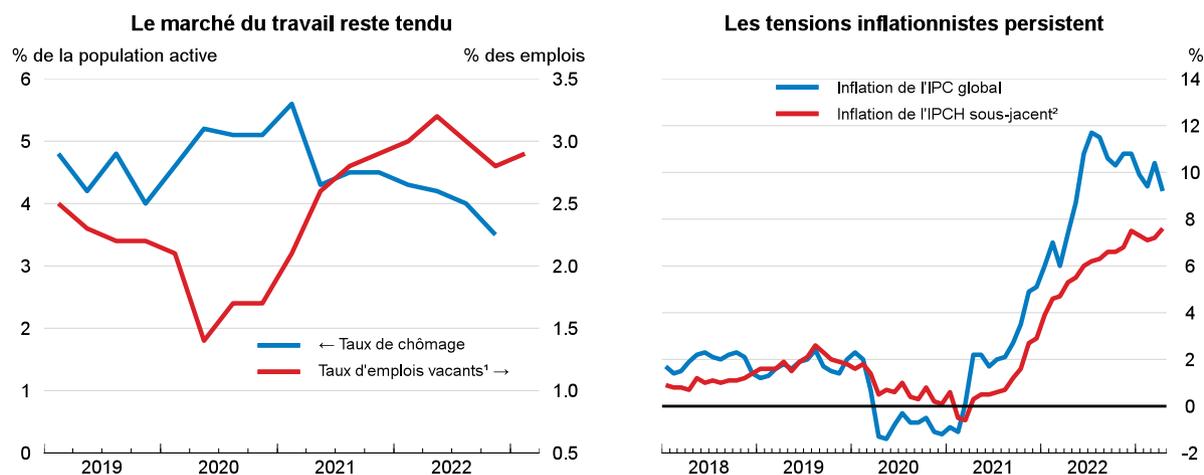


Slovénie

La croissance du PIB devrait refluer à 1.5 % en 2023, du fait du fléchissement de la demande intérieure et extérieure. Le marché du travail devrait rester tendu, alimentant une plus forte croissance des salaires et contribuant aux tensions inflationnistes. La croissance s'accélénera pour atteindre 2.6 % en 2024, à mesure que les tensions inflationnistes diminueront progressivement.

La politique budgétaire restera expansionniste en 2023, avant de se resserrer en 2024. Cette orientation tient aux mesures prises par les autorités pour atténuer les effets de la hausse des prix de l'énergie sur les ménages, ainsi qu'à la hausse de l'investissement public et des salaires dans le secteur public. Les aides budgétaires devraient être financées par la réduction des dépenses, car l'orientation expansionniste actuelle de la politique budgétaire risque d'intensifier les tensions inflationnistes. Des réformes structurelles sont nécessaires pour garantir la viabilité des finances publiques et accroître le potentiel de croissance, notamment des mesures permettant d'améliorer le taux d'activité des seniors, de rallonger la vie professionnelle et d'alléger la charge fiscale pesant sur le travail, via une hausse des taxes environnementales et des impôts sur le patrimoine.

Slovénie



1. Le taux d'emplois vacants mesure les offres d'emploi non satisfaites en pourcentage de l'emploi total, et correspond au ratio entre le nombre d'emplois vacants et la somme du nombre de postes occupés et du nombre d'emplois vacants.

2. L'IPCH sous-jacent est l'indice des prix à la consommation harmonisé hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

Source : Office statistique de la République de Slovénie (Statistični Úrad Republike Slovenije) ; et Eurostat.

StatLink  <https://stat.link/6fx5to>

Slovénie : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Slovénie	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	48.5	-4.3	8.2	5.4	1.5	2.6
Consommation privée	25.5	-6.9	9.5	8.9	2.1	2.3
Consommation publique	8.9	4.1	5.8	0.9	1.2	1.8
Formation brute de capital fixe	9.5	-7.9	13.7	7.8	2.0	2.1
Demande intérieure finale	43.8	-4.9	9.6	6.9	1.9	2.1
Variation des stocks ¹	0.5	0.1	0.4	1.1	-1.3	0.0
Demande intérieure totale	44.4	-4.7	9.9	8.3	1.0	2.1
Exportations de biens et services	40.6	-8.6	14.5	6.5	1.4	5.0
Importations de biens et services	36.4	-9.6	17.6	9.8	0.3	4.5
Exportations nettes ¹	4.2	0.0	-0.8	-2.1	1.0	0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.3	2.6	7.2	8.2	4.4
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	-0.3	2.0	9.3	7.3	4.4
IPCH sous-jacent ²	—	0.8	0.9	5.9	6.9	4.6
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.0	4.8	4.0	4.3	4.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	16.3	12.1	-0.3	-2.5	-2.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-7.7	-4.6	-3.0	-4.1	-2.9
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	109.9	95.2	71.9	70.9	68.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	79.6	74.5	69.9	68.9	66.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	7.6	3.8	-0.4	1.4	0.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 113.

StatLink  <https://stat.link/bjv2n4>

L'activité économique reste résiliente

L'activité économique a connu une croissance supérieure aux attentes au dernier trimestre de 2022, sous l'impulsion de la consommation privée et des dépenses publiques. Cette expansion s'est poursuivie au premier trimestre de 2023, avec une progression du PIB de 0.6 % en glissement trimestriel. Le marché du travail reste tendu, avec un taux de chômage de 3.2 % en mars. La forte croissance des salaires en témoigne. Au quatrième trimestre de 2022, le coût de la main-d'œuvre par heure travaillée s'est accru de 11.9 % en glissement annuel. Le salaire minimum a augmenté de 12 % en janvier 2023, tandis que les négociations dans le secteur public ont abouti à une hausse des salaires de 8.5 % entre octobre 2022 et avril 2023. Du fait des tensions sur les salaires, l'inflation sous-jacente s'est maintenue à un niveau élevé de 7.6 % en avril. L'inflation globale a culminé à 11.7 % en juillet, puis reflué lentement à 9.2 % en avril, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie.

Le rationnement du gaz a pu être évité grâce à des économies sur la consommation d'énergie, à une diversification des fournisseurs de gaz et à un hiver plus doux qu'à l'accoutumée. Entre août 2022 et mars 2023, la consommation de gaz a atteint un niveau presque 14 % inférieur à la consommation moyenne comparable de ces cinq dernières années. Les importations de gaz russe ont été remplacées par une hausse des importations en provenance d'Algérie et de Norvège, entre autres. Le resserrement de la politique monétaire de la zone euro a entraîné un durcissement des conditions financières. La croissance du crédit a ralenti pour s'établir à 3.6 % en glissement annuel en mars.

La politique budgétaire exacerbe les tensions inflationnistes

Le gouvernement a annoncé l'engagement de dépenses représentant 1.6 % du PIB en 2023 pour soutenir les ménages et les entreprises face à la crise énergétique. Ces dépenses comprennent des aides directes aux ménages et aux entreprises, ainsi que des baisses d'impôts temporaires. En septembre 2022, les autorités ont également plafonné jusqu'à la fin de 2023 les tarifs de l'électricité et du gaz appliqués aux ménages et aux petites entreprises. Cette mesure temporaire devrait être démantelée progressivement d'ici à la fin de 2023. Les mesures structurelles adoptées comprennent en outre une hausse des dépenses de soins de longue durée se chiffrant à 0.4 % du PIB en 2024. Dans ce contexte, le déficit budgétaire devrait se hisser à 4.1 % du PIB en 2023, avant un resserrement de la politique budgétaire de plus de 1 % du PIB en 2024. L'orientation expansionniste de la politique budgétaire en 2023 accentue les tensions liées à la demande et les tensions inflationnistes.

La croissance devrait marquer le pas

La croissance devrait ralentir pour s'établir à 1.5 % en 2023, sous l'effet du tassement de la demande intérieure comme extérieure. La forte inflation continuera de peser sur la consommation privée. Le fléchissement de la demande, la hausse des taux d'intérêt et le durcissement des conditions financières freineront la croissance de l'investissement, même si les apports de fonds de l'Union européenne (UE) devraient atténuer ce ralentissement dans une certaine mesure. Le marché du travail restera tendu, et le niveau historiquement bas du chômage contribuera à l'accélération de la croissance des salaires. Les tensions sur les prix intérieurs maintiendront l'inflation globale à un niveau élevé, en dépit du recul des prix de l'énergie. La croissance se redressera en 2024, à mesure que la demande extérieure repartira à la hausse et que l'inflation globale refluera peu à peu. Les risques de divergence à la baisse par rapport aux projections dépendent de l'impact de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine sur les prix de l'énergie et des produits alimentaires, ainsi que des conséquences du resserrement des conditions financières sur l'investissement. Une croissance des salaires plus forte qu'attendu pourrait maintenir plus durablement les tensions inflationnistes à un niveau élevé. À l'inverse, une immigration plus forte pourrait contribuer à réduire les pénuries de main-d'œuvre et les tensions sur les salaires.

Un assainissement budgétaire plus rapide s'impose pour réduire les tensions liées à la demande

Il faut assainir les finances publiques plus rapidement en vue de réduire les tensions liées à la demande. Cela suppose une suppression progressive mais rapide du plafonnement des prix de l'énergie. Les dépenses de soins de longue durée devraient être financées par des réductions d'autres dépenses publiques ordinaires. Les efforts soutenus engagés pour diversifier les approvisionnements en gaz, notamment via les terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) en coordination avec l'UE, permettront d'améliorer la sécurité énergétique. Ces efforts devraient être déployés parallèlement à des réformes structurelles destinées à rehausser la croissance potentielle. Il conviendrait notamment de mettre en œuvre une réforme fiscale propice à la croissance passant par un allègement des prélèvements sur le travail, financé par une hausse des taxes environnementales et des impôts sur le patrimoine. Cette réforme devrait s'accompagner de mesures visant à améliorer le taux d'activité des seniors et à rallonger la vie professionnelle, notamment en augmentant le nombre minimal d'années de cotisation exigé pour prendre sa retraite et en incitant plus fortement à continuer de travailler au-delà de l'âge légal de départ à la retraite. Des campagnes d'information ciblées donnant envie à davantage de filles et de femmes d'entreprendre des études dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC) pourraient favoriser la transformation numérique et contribuer à remédier aux pénuries de main-d'œuvre.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/ce188438-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Slovénie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/89bdf7a8-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.